

Procès-Verbal N°3

Réunion de la Commission Assurance Qualité (CAQ) du Mardi 7 Juin 2016,

Lieu : Salle CAQ-Faculté de Médecine d'Oran,

Heure : 16h25 à 17h25

Présidée par : **Mr le Pr. BACHIR BOUIADJRA.N**
Secrétaire de Séance : **Mr AOUFFEN.N**
Membre présent : **Mr SERRADJ.S**
Invités : **Mr Le Pr. MELIANI Mohamed (CIAQES) Université d'Oran 1,**
Mr CHAIB Abdelaziz
Absents excusés : **Mme REZKALLAH.H, Mme HEROUAL.N, Mr TOUHAMI.M,**
Mr BENANI.A, Mr YOUSFI.MD.

1. Mot du Président :

La séance est ouverte à 16h25, par Mr le **Professeur BACHIR BOUIADJRA. N.** Il souhaite la bienvenue à nos deux invités et aux membres présents de la commission et profitant de la mise en place de la présentation de Mr le Pr MELIANI, pour demander au secrétaire de séance de lui rappeler d'exprimer à l'administration de la Faculté un état de besoins d'un porte-manteau, une photocopieuse et un climatiseur.

L'ordre du jour :

Présentation de l'assurance qualité (AQ) dans l'enseignement supérieur (ES).

Le Président nous invite à profiter de l'expertise de Mr MELIANI dans le domaine et lui donne la parole sans tarder.

Mr le Pr. MELIANI. M, nous indique que l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur est une nouvelle tendance. L'AQ est un terme polysémique, son sens varie selon le contexte. Cette ambiguïté, tient principalement aux sens variés qui peuvent être associés à « assurance » et « qualité » ; et sur le terrain, les pratiques de l'AQ évoluent d'une manière tangible. La mise en en place n'est pas seulement l'apanage de systèmes développés mais aussi de plus en plus de pays de l'hémisphère sud découvrant les bienfaits de l'AQ dans un monde globalisé. L'Algérie, consciente de la nécessité d'implémenter un système d'AQ en harmonie avec les spécificités politiques, sociales et culturelles du pays pour faire face aux défis tant sur le plan national qu'international. Elle est en pleine dynamique de changement organisationnel, ceci nécessite une stratégie de pilotage prônant les valeurs de la participation et de la communication afin de surmonter les difficultés issues de diverses résistances des acteurs de l'université Algérienne. Il entame son exposé en affirmant que la rapidité des progrès scientifiques, technologiques et l'évolution des métiers et des savoirs font que les besoins socio-économiques actuels exigent des qualifications de plus en plus élevées. La connaissance est un élément incontournable du développement et de la compétitivité au niveau international. Les pays riches et qui ne représentent que 15% de la population mondiale sont à l'origine de 90% des brevets. Les Etats-Unis sont en tête avec 26,7%, le Japon 21,4 %, l'Allemagne 10,2%, la Chine 9%, la Corée du sud 5,7%, la France 4,2%. L'entreprise Chinoise ayant déposé le plus de demandes **ZTE** (2826 demandes) détrône la compagnie Japonaise Panasonic (2463 demandes). L'intégration à l'économie mondiale est subordonnée à l'existence d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, ce qui suppose l'existence d'un système d'enseignement supérieur hautement performant et de qualité, d'où l'importance de plus en plus croissante de l'évaluation de l'enseignement supérieur. La qualité de l'enseignement supérieur devient de plus en plus une exigence accrue de la part des différentes parties prenantes. **Mr MELIANI** explique l'AQ dans l'enseignement supérieur en adoptant le plan suivant :

1^{er} Volet : La nécessité d'une approche assurance qualité dans l'enseignement supérieur.

2^{ème} Volet : Comment mettre en œuvre de l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur ?

Mr MELIANI développe le 1^{er} volet axant sur trois points essentiels à savoir :

1. Les tendances et orientations internationales actuelles de l'ES,

- ❖ Evolution de l'enseignement supérieur dans le monde,
- ❖ Les grandes tendances internationales de l'enseignement supérieur,
- ❖ Situation de l'ES en Algérie au regard des tendances internationales,
- ❖ Les besoins du système d'ES en Algérie en vue de l'amélioration de la qualité,

2. Les approches de la qualité,

3. La démarche qualité.

Mr le Pr. MELIANI nous rappelle l'évolution de l'ES dans le monde au cours des décennies passées, de la demande sociale de l'ES qui n'a cessé d'augmenter, en particulier dans les pays en voie de développement. En examinant les grandes tendances internationales et les travaux des Conférences mondiales sur l'E.S (1998 et 2009), tous évoquent un ensemble de tendances internationales à savoir :

- Une croissance des effectifs (**le paradoxe de la massification**) ; Les exigences en matière de connaissances et de savoir augmentent de plus en plus, et nous abordons un siècle nouveau ou une demande sans précédent dans le domaine de l'E.S. tend à se généraliser.
- Une diversification des enseignements (**Recherche de la qualité à partir d'une bonne gestion de la massification**) ; Face à l'expansion quantitative des effectifs d'étudiants, il fallait procéder à une restructuration de l'E.S. à partir d'une diversification des enseignements devenue indispensable durant les années 80 pour tous les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).
- Les difficultés de financement (**recherche de la qualité à partir des « coupures budgétaires » et une diversification des financements**) ; Les pouvoirs publics ont encouragé de différentes manières la diversification du financement parallèlement à la diversification des enseignements. Les universités sont obligées, pour diversifier leurs sources de financement, de rendre des comptes à un environnement professionnel (public et privé) qui exige de plus en plus la qualité en contre partie du financement.
- Le chômage des diplômés (ce qu'il faut observer pour une **meilleure employabilité**) ; Le chômage des diplômés de l'E.S. est plus massif et progresse plus rapidement dans les pays en développement. Les diplômés de l'E.S. se trouvent souvent exposés à une situation où leurs compétences acquises à l'université semblent ne pas correspondre aux nouvelles exigences du marché du travail. Une préparation efficace des étudiants à l'insertion professionnelle et à l'emploi par la formation universitaire pourrait contribuer à la diminution du chômage des diplômés, et c'est là un indicateur de la qualité de la formation.
- Une exigence accrue de la **qualité et de la pertinence** dans l'E.S. : Il est reconnu aujourd'hui que la **pertinence** de l'E.S est étroitement liée à la **qualité**. Pour améliorer l'efficacité, la qualité, et l'équité dans l'ES, 04 grandes actions susceptibles d'aider les pays à atteindre ces objectifs sans un accroissement des dépenses publiques, à savoir :
 - Favoriser une plus grande différenciation des établissements, notamment le développement d'établissements privés,
 - Encourager les établissements publics à diversifier leurs sources de financement, notamment en faisant partager les coûts aux étudiants et en liant étroitement le financement public aux résultats ;
 - Réduire le rôle de l'Etat dans l'enseignement supérieur ;
 - Lancer des politiques visant explicitement à accorder la priorité à la qualité et à l'équité. » .
- Le problème d'**internationalisation et qualité** de l'E.S : à l'heure de la mondialisation, l'internationalisation fait désormais partie intégrante des missions d'ES. L'internationalisation de la qualité constitue l'un des plus grands indicateurs de cette qualité pour un établissement. On parle de « normes » et de « standards » internationaux. L'internationalisation ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un moyen de rehausser la qualité ».
- **Ouverture de l'activité d'E.S au secteur privé**, devant l'intensification de la demande socioéconomique, le secteur privé investit de plus en plus dans l'E.S, devenu un secteur

rentable. Les pouvoirs publics favorisent cette ouverture tout en continuant à vouloir baliser son champ d'intervention.

L'analyse de la **situation de l'E.S en Algérie** permet de déduire que les grandes tendances internationales y sont perceptibles. Il est constaté les mêmes prédispositions à savoir :

- Une croissance progressive des effectifs d'étudiants ;
- Une diversification des enseignements ;
- Une ouverture vers d'autres sources de financement ;
- Le chômage des diplômés ;
- L'exigence accrue de la qualité et de la pertinence ;
- Le développement de la dimension internationale.

Par conséquent, Mr le Pr. MELIANI estime que les **besoins du système d'E.S en Algérie** pour l'amélioration de la qualité est un réel défi. Ce défi d'améliorer la qualité face à la massification doit être géré à partir d'une restructuration de l'E.S, pour permettre une diversification et adapter des enseignements afin de mieux tenir compte à la fois des motivations, compétences et perspectives professionnelles de l'étudiant et des nouveaux besoins de la société et du marché du travail.

La réforme recommande d'enseigner autrement et évaluer autrement, mais la question est de savoir comment enseigner autrement et comment évaluer autrement ? Quelles sont les nouvelles pratiques pédagogiques ? Quel type de formation pour les enseignants à cet effet ? Comment concilier l'un et l'autre ?

Cette restructuration par la pédagogie implique un changement institutionnel et organisationnel consacrés par les lois régissant l'E.S. Les changements attendus au niveau des formations universitaires, pour une meilleure préparation des étudiants au monde du travail et à l'emploi.

❖ **Au plan pédagogique, la restructuration doit toucher :**

- Aux contenus des enseignements pour préparer les étudiants à une meilleure insertion professionnelle,
- A la promotion de l'aspect professionnel de la formation universitaire car l'employabilité des diplômés constitue l'un des plus grands indicateurs de la qualité de la formation supérieure,
- A l'amélioration des compétences d'encadrement de la formation entre l'université et les entreprises,
- A l'efficacité des services d'information et d'aide aux étudiants, la préparation des étudiants à la vie estudiantine puis au monde du travail. Ce sont des observatoires chargés d'informer les étudiants sur le monde du travail ;
- Au système d'évaluation universitaire, par la mise en place du Comité National d'Évaluation ;
- A la réorganisation de la formation continue, les diplômés ont de plus en plus besoin de revenir à l'université pour une mise à jour de leurs compétences et de leurs qualifications. la formation continue à l'université doit contribuer à la préparation des étudiants à l'emploi et à l'amélioration du partenariat avec le secteur utilisateur.

❖ **Au plan institutionnel, la restructuration doit elle s'attacher à :**

- L'autonomie de l'université appelée à développer ses capacités managériales pour concourir à la qualité de ses produits de formation, recherche, étude et expertise ;
- Développer ses capacités de négociation et de réponse aux attentes de ses nouveaux partenaires de la nouvelle stratégie industrielle ;
- Concevoir un système fondé sur l'initiative locale impliquant la formation de compétences nouvelles imprégnées d'une culture de gestion autonome pour assumer les nouvelles missions ;
- L'assouplissement de la gestion et la responsabilisation de l'encadrement administratif de l'université, (plus de liberté et d'esprit d'initiative dans l'utilisation des ressources, dans le choix des personnels nécessaires, dans la promotion de ces personnels,...) ;
- Un système de contrôle et des mécanismes par le biais desquels les gestionnaires rendent compte directement de leurs actes ;
- Assimiler les nouveaux acquis éprouvés de l'expérience internationale en matière de saine gouvernance et de gestion performante des établissements ;

- Introduire des mécanismes et instruments pertinents de régulation ;
- Adopter des mesures de mobilisation des ressources humaines et d'acquisition par les différents acteurs des nouvelles compétences pour une gestion performante.

Monsieur le Président sollicite Mr MELIANI de nous donner son avis sur notre démarche pratique concernant la stratégie de formation du cycle préclinique.

Mr le Pr. MELIANI nous incite à pratiquer initialement une évaluation interne avec une évaluation externe, par exemple avec la contribution de TLEMECEN, afin de mieux identifier les points forts et les points faibles afin de corriger les insuffisances.

Mr Le Pr. SERRADJ. S nous fait remarquer qu'il est possible d'avancer rapidement, car il existe une tendance internationale mais hélas pas chez nous.

Il y'a un manque de standardisation interne à l'ES, en matière de définition d'objectifs à atteindre et de volumes horaires et des modules à enseigner, etc.

Le projet de mise en place d'un système d'AQ est un nouveau défi et pour nous et pour les enseignants. Il serait peut-être plus judicieux de nous définir des orientations avec plus de précisions. Nous avons de plus en plus de questionnement :

Allons-nous vers des standards internationaux, européens ou vers des standards des pays voisins ou africains ? A quoi nous allons nous atteler ? Ne serait-il pas judicieux de nous proposer une feuille de route et gagner plus de temps ?

Mr le Pr. MELIANI nous conseille d'être très attentifs au départ, en mesurant et validant le Référentiel utilisé (p.ex. AQI-UMED). La réalisation d'état des lieux et élaboration de références d'évaluation et adaptées aux différents contextes et qui renforce cette dynamique de l'assurance qualité des universités de l'espace euro-méditerranéen. Une autre alternative, s'inscrire dans la dimension islamique ou la norme Indonésienne car l'Asie répond aux standards internationaux.

Monsieur AOUFFEN propose de convenir, de définir et d'établir une stratégie pour atteindre les objectifs assignés, en pratiquant une évaluation interne de base, en usant du questionnaire destiné aux étudiants pour faire un état de lieu.

Cette base de données sera exploitée par la suite. Nécessiter d'agir promptement **avant 2023**, car la dynamique d'installer une démarche d'AQ peut être étendue dans les temps et la mise en œuvre de la réforme des sciences médicales dans une démarche qualité dans le cadre de la globalisation peut être atermoyée.

Il y'a urgence d'évaluer la situation, de définir les tâches de chacun, de sélectionner un plan de travail ou un programme et de profiter des expériences diversifiées des uns et des autres.

Mr MELIANI développe les **approches de la qualité et la démarche qualité**,

Il nous explique le concept de « **qualité** » qui est qualifié comme un concept multidimensionnel, complexe et évolutif. Dans le domaine de l'ES, on trouve de multiples conceptions de la qualité. Selon les cas, la qualité est définie comme adéquation aux objectifs (fitness for purpose), adéquation des objectifs (fitness of purpose), l'excellence, seuil ou référence minimale, amélioration continue, bon rapport qualité/prix, etc.

Le système d'AQ s'appuie sur une ou plusieurs méthodes (**ou approches**), telles que l'audit sur la qualité ; l'évaluation et l'accréditation.

L'audit sur la qualité est un processus à 3 volets au cours duquel on se doit de vérifier si les procédures de qualité sont adaptées aux objectifs déclarés (**pertinence**) ; si les activités effectivement menées sont conformes au projet (**conformité**) et si ces activités sont efficaces par rapport aux objectifs déclarés (**efficacité**).

L'évaluation vise à renforcer la formation en faisant ressortir les améliorations réalisées. L'évaluation pourrait se concentrer sur la démarche comptable en mettant l'accent sur la responsabilité et être considérée comme une opération qui débouche sur l'attribution d'une note, exprimée par un chiffre (1 à 4 par exemple), par une lettre (A à F par exemple) ou par une appréciation (excellent, bien, assez bien, par exemple). Enfin, elle peut combiner les deux aspects. L'audit n'a pour objet l'évaluation de la qualité et des performances en tant que telles

mais il permet de s'assurer que les mécanismes et les procédures sont appropriés et bien appliqués. Cette méthode sert à évaluer les forces et les faiblesses du mécanisme d'assurance qualité adopté par le système ou l'établissement d'enseignement supérieur. Par contre, l'évaluation donne une note à ces résultats. Cependant, le processus d'enquête est le même, dans la mesure où on cherche dans les deux cas à vérifier les résultats par rapport aux objectifs.

L'accréditation, il s'agit de vérifier si l'établissement mérite d'accéder à tel ou tel statut.

Les questions posées : **Avez-vous le niveau suffisant (à tous égards) pour qu'on vous autorise à fonctionner ? Donc, méritez-vous l'agrément ? C'est-à-dire le classement dans telle ou telle catégorie ?**

L'accréditation débouche en principe sur une décision de type oui/non ou, admis / refusé, mais une modulation est possible notamment lorsque l'établissement s'approche du niveau admissible.

Mr le Pr. MELIANI nous fait remarquer que l'évaluation et l'accréditation se traduisent toutes les deux par une note sur une échelle linéaire. Les deux actions abordent les choses sous un angle différent, mais aboutissent à un résultat identique. L'évaluation : quel est votre niveau ? L'accréditation : avez-vous le niveau requis ?

Mr le Pr. MELIANI nous stipule que la « **démarche qualité** » repose sur la « **démarche évaluation** » : Un établissement doit procéder à différentes évaluations au niveau des 02 grands volets d'évaluation qui sont **l'évaluation institutionnelle et l'évaluation programmatique** (des formations et des enseignements).

L'évaluation institutionnelle c.à.d. la **gouvernance de l'établissement** ou l'évaluation de la gestion administrative et financière. Elle s'intéresse de manière prioritaire aux 5 segments suivants en rapport avec la **pédagogie** (la gestion pédagogique ; le système d'information ; le cadre de vie des étudiants ; les centres de ressources (bibliothèques, cyberespaces, multimédia) ; la problématique de l'employabilité).

L'évaluation programmatique » (c.à.d. **des formations et des enseignements**); elle concerne l'ensemble des aspects concernant une filière, un cursus : publics accueillis, organisation et contenus de la formation, moyens en matériels et en personnels, méthodes pédagogiques, résultats en termes de diplômés et de compétences acquises, insertion, etc.

Son objectif est une meilleure connaissance du processus d'enseignement et du « produit » (le diplôme et l'étudiant). **L'évaluation des enseignements** porte sur les activités pédagogiques des enseignants ou les activités d'apprentissage des étudiants. Elle a pour objectif l'amélioration de la qualité pédagogique, et est donc essentiellement menée par et/ ou pour les enseignants.

Monsieur Le Président s'interroge de la juxtaposition de l'échec par rapport au succès et du génie d'associer la capacité d'évoluer des étudiants de façon autonome à l'intérieur du marché du travail. Les universités, dans une démarche d'équité sociale, doivent offrir des informations et des opportunités à leurs étudiants en vue du développement de leur employabilité, grâce à l'acquisition de compétences, développement personnel, opportunités de carrière et de mobilité et résolution des problèmes.

L'employabilité est certes multifactorielle, l'université se doit de faire une évaluation de l'employabilité ou des ateliers pour l'amélioration de cette employabilité. Quel est le rôle du futur diplômé dans notre société ?

Après un ultime échange de vues en la matière, le Président déclare la séance levée à 17h 25 et nous convie à la prochaine réunion qui aura lieu Mardi 14 Juin 2016 à 16 heures.

Le secrétaire de séance
AOUFFEN.N

Le Président

Mr le Pr BACHIR BOUIADJRA. N